

fait d'armes parut relever la dynastie de 1830 dans l'estime publique , et les Français lui tinrent compte de leur avoir rouvert le chemin de la gloire. Le gouvernement sut entretenir ce favorable élan par une satisfaction éminemment populaire, à savoir le rétablissement de la statue de Napoléon sur la colonne Vendôme , d'où elle avait été précipitée en 1814. Mais ces impressions ne désarmèrent pas longtemps le parti républicain, le seul qui menaçât sérieusement le trône, depuis que les espérances des impérialistes et des légitimistes avaient paru s'anéantir devant la tombe du duc de Reichstadt et le berceau de Blaye , et de nouvelles luttes devinrent imminentes.

Le signal fut donné par la *Tribune* , journal radical , qui , dans un article sur les fortifications de Paris , qualifiait de *prostituée* la Chambre des députés. Des débats dont la vivacité s'éleva jusqu'à l'injure , amenèrent à la barre de la Chambre MM. Armand Marrast et Godefroy Cavaignac , rédacteurs du journal incriminé. La défense fut agressive , pleine d'audace et de révélations irritantes , et M. Marrast la termina par une apostrophe menaçante contre les adversaires de la presse , à laquelle la Chambre répondit par une condamnation sévère. Mais la *Tribune* répliqua dans le sens de sa première inculpation, par une accablante énumération des députés qui participaient aux faveurs du pouvoir ; et ce dénombrement , rapproché d'une sentence célèbre de M. Viennet sur les vertus de la *clé d'or* , fournit en quelque sorte les premières syllabes du mot qui devait résumer le plus fidèlement les dernières années du règne de Louis-Philippe. Ce mot fut celui de *corruption*.

Un nouveau conflit ne tarda pas à s'élever à l'occasion des crieurs publics qui colportaient dans les rues de la capitale des brochures politiques non timbrées. M. Gisquet , préfet de police , interdit la circulation de ces brochures et or-